

Newsletter de Claude B. Levenson

<http://www.claudelevenson.net>

claude.levenson@gmail.com

Annonce : "Pour tout savoir sur ce qui se prépare en vue des JO de 2008 et pour participer à cette importante campagne, cliquer sur www.racefortibet.org "

Le 02 novembre 2006

LE TIBET POLITIQUEMENT INCORRECT

C'est un bien curieux virus qui se répand mine de rien – d'autant que l'opinion désinformée par les médias n'y prend guère garde – parmi les responsables de la planète, gouvernants ou directeurs de multinationales, hommes d'affaires ou chefs d'entreprises et autres VIP en vadrouille à travers le monde sous prétexte de le mener. Par le bout du nez ? Quelques exemples récents devraient pourtant mettre la puce à l'oreille : la visite italienne officielle à Pékin ; le voyage présidentiel français en Chine ; la rencontre ordinaire du dialogue Union Européenne/Chine toujours aussi « constructif » ; la mission sourire de la ministre suisse des affaires étrangères en Chine ; le déplacement du Dalaï-lama au Japon ; la tournée d'inspection du CIO à Pékin ; la paralysie de l'ONU au Soudan, ou encore face aux dossiers ultra-névralgiques nord-coréen et iranien...

Le dénominateur commun de ces points disparates ? Le régime chinois, et la crainte qu'il inspire tous azimuts. Bien sûr, la Chine nouvelle version 'atelier du monde' et 'immense marché' toujours miroitant est une grande puissance à prendre en compte dans le jeu planétaire et les enjeux de demain. Nul doute qu'elle a sa place dans le concert des nations et qu'il ne saurait être question de l'ignorer ou de l'ostraciser. Est-ce là raison suffisante pour courber l'échine et se plier à ses diktats parce que les locataires actuels de la Cité interdite n'aiment pas être contrariés et qu'ils ont assez de personnel aux ordres pour se livrer sans état d'âme ni scrupule au chantage et brandir des menaces de représailles, voire de châtiments, sous n'importe quel prétexte ? Et qui donc se mêle des affaires d'autrui plus souvent qu'à son tour pour imposer ses quatre volontés ?

Dans cette ambiance délétère, c'est le virus de la peur qui fait ses choux gras. L'Italien Prodi et quelques-uns de ses ministres à Pékin ? Dommage de voir Emma Bonino baisser la tête quand il n'est même pas fait mention du respect des droits de l'homme, quitte à aller quelques jours plus tard accueillir le Dalaï-lama à sa descente d'avion à Rome. Grave de voir le président de la République française céder au rituel de la conférence de presse à la chinoise à Pékin (lecture d'un communiqué conjoint et interdiction de poser des questions). Désolant d'attendre gentiment, à l'issue de la discussion de routine Union Européenne/Chine, l'enquête officielle chinoise sur le tragique incident du Nangpa-la. Inquiétant de voir le président du CIO, le Belge Jacques Rogge, pavaner sur les chantiers pharaoniques pékinois et déclarer benoîtement qu'il avait reçu des 'assurances' sur le respect des libertés fondamentales durant les JO de 2008.

Perturbant d'apprendre que le Dalaï-lama, invité à Hiroshima, a pu obtenir un visa pour le Japon 'à condition de s'abstenir d'activités politiques'. Edifiant de lire que l'ONU ne peut envoyer de troupes au Soudan pour tenter de stopper le génocide en cours au Darfour parce que la Chine ne veut pas, comme elle refuse d'appliquer les sanctions onusiennes à la Corée du Nord et prétend jouer le dialogue avec l'Iran – intérêts commerciaux et économiques obligent. Pas étonnant d'apprendre trois arrestations à Lhassa, deux Tibétains et un Sherpa soupçonnés d'être des passeurs pour les candidats

à l'exil. Dans le même temps, on annonce à Hong Kong que les agences de voyage de Pékin suspendent leurs services pour le Tibet en raison de 'brusques changements climatiques qui ont détérioré les routes'. Etrange, ce drôle de coup de froid...

Face à l'intransigeance chinoise imperméable à toute concession tout en continuant de jeter de la poudre aux yeux à ceux qui ne demandent pas mieux que de s'en laisser conter, personne ne pipe mot. Que dictateurs et autocrates de tout acabit – et ils sont nombreux – se tiennent cois, c'est dans leur nature serait-on tenter de constater. Mais les dirigeants censés être démocrates des pays qui se disent démocratiques, pourquoi ont-ils tellement peur de prendre leurs interlocuteurs chinois à rebrousse-poil ? Et d'ailleurs, ce manque de franchise, pour ne pas dire de courage, leur rapporte quoi ? Des courbettes et des risettes ? Des contrats mirobolants ? D'autres un peu moins frileux – les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne, voire les Pays-Bas – ont protesté ou condamné, et même réclamé des explications concernant la tuerie au Nangpa-la, sans pour autant se sentir mal à l'aise ou diminués.

Bien sûr, il est toujours possible de prétendre avoir soulevé la question en privé 'parce que c'est plus efficace' et même avoir obtenu des promesses, des engagements et autres fariboles. Mais que valent ces belles paroles devant la brutalité des faits – des jeunes, des femmes et des enfants en file indienne sur un glacier en haute altitude qui fuient leur terre pour être libres se font tirer dessus comme à la chasse sous prétexte officiel de 'tentative d'émigration clandestine'... Autant dire qu'il fait jour à minuit, ou que la lune est à son zénith à midi. Est-ce là le résultat concret du « dialogue constructif » que l'Union Européenne, et donc chacun de ses membres anciens ou nouveaux, mène depuis une quinzaine d'années avec l'Empire du milieu ?

Et si le temps venait enfin de mettre à exécution les résolutions du Parlement européen – par exemple, celle de juillet 2000 stipulant que si d'ici trois ans, des négociations sérieuses entre le gouvernement chinois et l'administration tibétaine en exil sous l'égide des Nations unies (!) n'aboutissaient pas à un nouveau statut pour le Tibet, les gouvernements européens devraient se poser la question de la reconnaissance du gouvernement tibétain en exil en tant qu'unique représentant du peuple tibétain. Nous sommes en 2006, à deux ans à peine des JO de 2008 à Pékin, et poser la question du Tibet est toujours aussi politiquement incorrect. Faut-il attendre qu'un tribunal international de demain nous condamne pour non-assistance à un peuple en danger ?